



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 27 juin 2011

Adresse postale
Services de l'Etat en
Vaucluse

DREAL PACA
Unité Territoriale de
Vaucluse

84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique

DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
Cité Administrative
Bâtiment 1 - Porte B
84000 AVIGNON

Rapport de l'Inspection des installations classées

- Objet** : Installations classées pour la protection de l'environnement. Enquête avec la gendarmerie. Société Métaux Picaud – Quartier Becassières – 1312 Chemin des Granges - 84600 – SORGUES. Visite d'inspection du 10 juin 2011.
- Référence** : Bordereau préfectoral du 27 mai 2001.
- P.J.** : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.
Projet d'arrêté complémentaire.

Résumé :

La Société Métaux Picaud exploite son activité de récupération de métaux ferreux et non ferreux au bénéfice de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 27 juin 1980.

Cette exploitation avait fait l'objet d'une visite d'inspection le 9 octobre 2007 dans le cadre d'une action régionale, l'établissement ne disposant pas de l'agrément prévu en application des dispositions de l'article 9 du décret n° 2003-727 du 1er août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage.

La visite d'inspection du 10 juin 2011, réalisée de façon inopinée, a été essentiellement axée sur les suites données à cette précédente visite.

Par le présent rapport, l'inspection propose, suite à ces constats, de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de mettre ses installations en conformité.

Compte tenu des conditions de fonctionnement de l'exploitation et des risques de pollution qui en résultent l'inspection propose d'imposer par la voie de prescriptions complémentaires qu'un diagnostic des sols et des eaux souterraines soit réalisé par un organisme compétent.

Le projet d'arrêté complémentaire joint au présent rapport doit être soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

1 Rappel succinct de la situation de l'établissement

La Société Métaux PICAUD exploite au bénéfice de l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 1980, une installation de récupération et de stockage de métaux ferreux et non ferreux au lieu dit « Quartier Bécassières » sur la parcelle cadastrée sous le numéro 534, section E, occupant une superficie d'environ 9570 m².

Cet arrêté vise l'unique rubrique 286 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (aujourd'hui supprimée) et autorise notamment la récupération et le stockage de carcasses de véhicules hors d'usage à la condition de disposer d'une aire spéciale.

Suite à l'évolution de la nomenclature, la rubrique 286 a été supprimée. Elle est remplacée par deux nouvelles rubriques comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

N°	DESIGNATION DE LA RUBRIQUE	A, D, S, C (1)	Rayon (2)
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m ²	A	1
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ² 2. Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ²	A D	1

L'exploitant a déposé une demande le 19 avril 2011 auprès des services de la Préfecture de Vaucluse afin de pouvoir poursuivre son exploitation en bénéficiant de l'antériorité. Cette demande est en cours d'instruction.

L'établissement ne disposant pas de l'agrément dit « VHU » prévu en application des dispositions de l'article 9 du décret n° 2003-727 du 1er août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, l'activité de récupération et de stockage de VHU ne peut plus être autorisée.

2 Visites de l'établissement

Rappel de la visite du 9 octobre 2007

La visite, non exhaustive, avait été programmée dans le cadre d'une action régionale, compte tenu du fait que l'établissement ne disposait pas de l'agrément « VHU ». Cette visite avait permis de constater qu'aucune carcasse de VHU n'était présente sur le site. De même, il n'y avait aucun dépôt de pneumatiques.

Lors de cette visite, les différentes aires de dépôt du chantier avaient été inspectées. Cette inspection était essentiellement axée autour du respect des dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 1980 relatif aux aménagements du chantier et à l'implantation de matériels et de l'article 7 du même arrêté relatif à la prévention de la pollution des eaux.

L'inspection avait pu constater des manquements à ces dispositions et notamment que :

- Les emplacements spéciaux constitués d'un sol étanche, réservés aux pièces et matériels enduits de graisses, huiles, etc. ainsi qu'aux objets suspects et volumes creux prévus aux points 3.2.3, 3.2.4 et 7.1 n'avaient pas été réalisés (fiche d'écart n°1).
- Le bassin de rétention des eaux pluviales prévu au point 7.2 n'avait pas été réalisé (fiche d'écart n°2).
- L'aire comprenant le dépôt de gas-oil et son poste de distribution n'était pas étanche et ne permettait pas la récupération d'une fuite éventuelle (écart n°3).

A l'issue de la visite, l'inspection avait remis à l'exploitant trois fiches d'écart pour notifier les non conformités relevées. En outre, une fiche de remarques avait été rédigée pour acter que l'exploitant s'engageait à solliciter l'agrément « VHU » et qu'en attendant de celui-ci aucun VHU ne serait admis sur le site.

L'exploitant avait transmis ses réponses à l'inspection le 26 octobre 2007. Une lettre de conclusion de visite d'inspection avait été adressée à l'exploitant en date du 7 janvier 2008.

L'exploitant s'étant engagé à suspendre l'activité de stockage et de dépollution de VHU jusqu'à obtention de l'agrément, les actions correctives et les délais (31 mai 2008) proposés par l'exploitant pour les écarts 1 et 2 avaient été jugés acceptables par l'inspection. Pour l'écart n°3, il était demandé d'y remédier à échéance du 31 janvier 2008.

Visite du 10 juin 2011

Cette visite a été effectuée de façon inopinée à la demande des services de la Préfecture de Vaucluse pour faire suite aux constats d'une enquête de gendarmerie réalisée sur réquisition du parquet d'Avignon le 27 mai 2011 avec l'appui de plusieurs services de l'Etat.

Cette inspection a été essentiellement axée sur les suites données à la visite précédente. Lors de cette visite, il est apparu que l'exploitant n'a pas réalisé les travaux de mise en conformité de ses installations. L'inspection a pu constater que ni les aires étanches ni le bassin de rétention n'ont été mis en œuvre.

De plus, l'inspection a également pu constater la présence de VHU sur le site et donc que l'exploitant n'a pas respecté son engagement de ne pas accepter de véhicules hors d'usage dans l'attente de l'obtention de l'agrément « VHU ».

Par ailleurs, trois nouveaux écarts aux dispositions réglementaires ont été relevés :

1. la présence de batteries entreposées sans protection particulière en dehors des emplacements réservés (non conformité au point 3.2.2 de l'arrêté du 27 juin 1980)
2. la présence de pneumatiques à des distances insuffisantes (inférieures à 15 m) des autres dépôts (non conformité au point 5.2.1 de l'arrêté du 27 juin 1980)
3. la présence de containers d'huiles usagées sans rétention en dehors des emplacements réservés (non conformité au point 3.2.2 de l'arrêté du 27 juin 1980)

Suite à ces constats, l'inspecteur des installations classées a rédigé trois nouvelles fiches d'écart qui ont été remises à l'exploitant en vue de réponses attendues sous 3 semaines après la visite d'inspection.

3 Avis et propositions de l'inspection des installations classées

Compte tenu de ces constats, des délais écoulés depuis la première visite, de l'absence d'améliorations des conditions d'exploitation du site, nous proposons à Monsieur le Préfet de Vaucluse de prendre, conformément aux dispositions de l'article L 514-1 du Code de l'Environnement, un arrêté de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant afin de l'obliger, **dans le délai de trois mois** :

- d'une part, à régulariser sa situation en demandant l'agrément prévu en application des dispositions de l'article 9 du décret n° 2003-727 du 1er août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage ;
- d'autre part, à réaliser la mise en conformité de ses installations.

Pour le premier point, l'exploitant fournira un dossier dans les formes prévues à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

Pour le deuxième point, l'exploitant devra :

1. aménager les aires spéciales prévues aux points 3.2.2 à 3.2.4 de l'arrêté du 27 juin 1980 qui seront réalisées conformément aux dispositions du point 7.1 du même arrêté ;

2. réorganiser le stockage des pneumatiques en respectant les distances fixées au point 5.2 du même arrêté ;
3. réaliser le bassin de rétention prévu au point 7.1 susnommé.

Par ailleurs, du fait de l'absence des aires étanches et du bassin de rétention sur le site, les dépôts des matériaux tels que les batteries, les pneumatiques, les épaves de véhicules, les huiles usagées, les pièces et matériels enduits et les objets suspects, etc. ne sont pas réalisés dans des conditions satisfaisantes.

Compte tenu de la persistance de l'inobservation des dispositions réglementaires et des conditions d'exploitation que cette situation engendre, les installations sont susceptibles de porter atteinte au milieu naturel et en particulier de contaminer le sol et les eaux souterraines sous-jacentes.

Compte tenu de ce qui précède, en application des dispositions de l'article L. 512.20 du code de l'environnement et, en vue de garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511.1 du même code, nous proposons à Monsieur le Préfet de prescrire à l'exploitant les mesures rendues nécessaires par la voie d'un arrêté complémentaire pris dans les formes prévues aux articles R. 512-28 et R. 512-31 du même code.

Il convient notamment de demander la réalisation d'investigations de terrain et d'analyses en vue de déterminer les effets des installations sur l'environnement et donc, d'établir un diagnostic de l'état environnemental du dépôt.

En conséquence, nous adressons le présent rapport à Monsieur le Préfet de Vaucluse – Direction départementale de la protection des populations, auquel est annexé un projet de mise en demeure et un projet de prescriptions complémentaires, lequel devra être soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

l'inspecteur des installations classées,

Vérifié, validé et transmis avec avis conforme,
à Monsieur le Préfet der Vaucluse,